

Résumé financier (en millions de dollars)				
	Chiffres provisoires 2004-2005	2005-2006		
		Plan budgétaire	Perspect. actuelles*	Variation en cours d'exercice
Revenus	77 137	81 687	81 687	-
Charges				
Programmes	67 622	71 014	71 014	-
Immobilisations	2 899	2 673	2 673	-
Intérêt sur la dette	9 609	9 796	9 796	-
Total des charges	80 130	83 483	83 483	-
Excédent/(Déficit) avant la réserve	(2 993)	(1 796)	(1 796)	-
Réserve	-	1 000	1 000	-
EXCÉDENT/(DÉFICIT)	(2 993)	(2 796)	(2 796)	-

* Prévisions financières du premier trimestre au 30 juin 2005.

POINTS SAILLANTS

RÉSULTATS AFFICHÉS AU COURS DE L'EXERCICE 2005-2006

DÉFICIT PRÉVU DE 2,8 MILLIARDS DE DOLLARS

- Le déficit prévu pour 2005-2006 est conforme aux perspectives financières présentées dans le budget de l'Ontario de 2005. Au 30 juin 2005, on prévoyait un déficit de 2 796 millions de dollars pour 2005-2006, le même montant que celui indiqué dans le plan budgétaire.

REVENUS DE 81,7 MILLIARDS DE DOLLARS

- On prévoit des revenus de 81 687 millions de dollars, ce qui correspond aux perspectives financières présentées dans le plan budgétaire.

CHARGES DE 83,5 MILLIARDS DE DOLLARS

- On prévoit que les charges totaliseront 83 483 millions de dollars, ce qui correspond aux perspectives financières présentées dans le plan budgétaire.

RÉSERVE DE 1,0 MILLIARD DE DOLLARS

- Le plan budgétaire comprend une réserve de 1 milliard de dollars pour protéger le plan financier contre des changements négatifs imprévus dans les perspectives économiques et financières.

ENTENTE DU 7 MAI

- Le 7 mai, le gouvernement de l'Ontario a conclu une entente avec le gouvernement fédéral qui augmentera les dépenses fédérales en Ontario de 5,75 milliards de dollars d'ici 2009-2010. Les Finances de l'Ontario du premier trimestre ne tiennent pas compte de l'incidence financière de l'entente conclue par le premier ministre McGuinty et le premier ministre Martin. On discute actuellement avec le gouvernement fédéral de la mise en oeuvre de cette entente. À mesure que des détails seront disponibles, ils seront présentés dans les futures mises à jour trimestrielles.

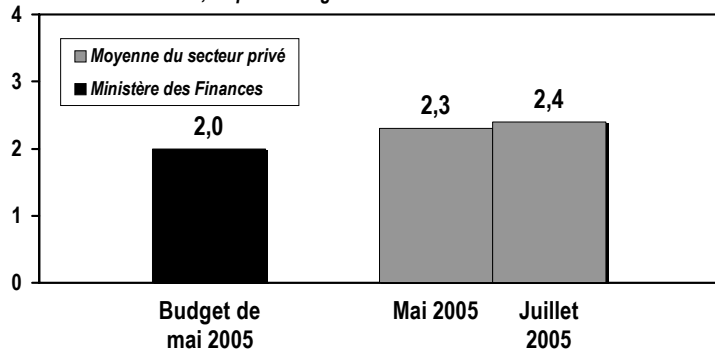
PERSPECTIVES ÉCONOMIQUES DE L'ONTARIO

On prévoit que la croissance économique de l'Ontario sera modérée en 2005 et que le PIB réel augmentera de 2,0 %, après une hausse de 2,8 % en 2004. Ce plus faible taux de croissance économique s'explique par l'appréciation du dollar canadien, le maintien des prix élevés du pétrole et le ralentissement de la croissance économique aux États-Unis.

Selon la moyenne des prévisions du secteur privé, le taux de croissance de l'économie ontarienne sera de 2,4 % en 2005, soit un taux légèrement plus élevé que celui de 2,3 % prévu dans le budget.

Perspectives économiques de l'Ontario pour 2005 Prévisions du budget 2005 et moyenne des prévisions du secteur privé

Croissance du PIB réel, en pourcentage



PERSPECTIVES FINANCIÈRES DE L'ONTARIO

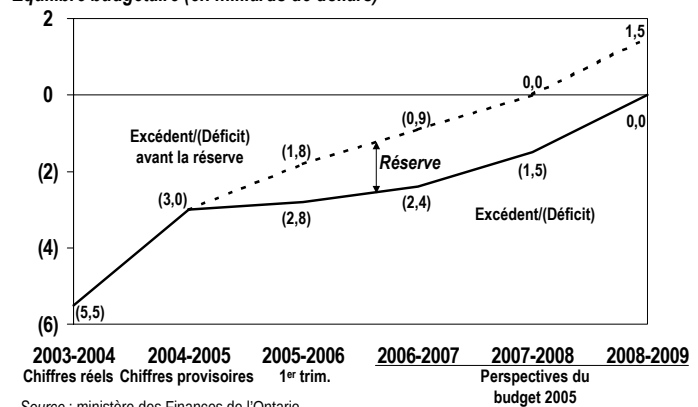
Le déficit structurel de l'Ontario est apparu en 2000-2001 lorsque la croissance des dépenses de programmes a commencé à dépasser la croissance des revenus fiscaux. Entre 2000-2001 et 2003-2004, les dépenses des programmes provinciaux ont augmenté de 21 % alors que les revenus fiscaux, qui sont la source de revenus provinciaux la plus importante et la plus stable, ont diminué de 0,7 %.

Le plan financier à moyen terme du gouvernement vise à ramener le déficit provincial du montant de 5,5 milliards de dollars enregistré en 2003-2004 et de 3,0 milliards de dollars affiché en 2004-2005 à 2,8 milliards de dollars en 2005-2006, 2,4 milliards de dollars en 2006-2007 et

1,5 milliard de dollars en 2007-2008. On prévoit que le budget sera équilibré au plus tard en 2008-2009. Le budget sera équilibré un an plus tôt si on n'a pas besoin de la réserve en 2007-2008.

Plan de réduction du déficit à moyen terme

Équilibre budgétaire (en milliards de dollars)



Le gouvernement est en voie d'atteindre l'objectif de réduction du déficit de 2,8 milliards de dollars en 2005-2006. Le plan financier à moyen terme comprend également des réserves qui serviront à le protéger contre les changements négatifs imprévus dans les perspectives économiques et financières.

RÉSULTATS FINANCIERS**REVENUS DE 81,7 MILLIARDS DE DOLLARS**

- ♦ On prévoit que les revenus s'élèveront à 81 687 millions de dollars, le même montant que celui indiqué dans le plan budgétaire de 2005-2006.

CHARGES DE 83,5 MILLIARDS DE DOLLARS

- ♦ On prévoit que les charges s'élèveront à 83 483 millions de dollars, le même montant que celui indiqué dans le plan budgétaire de 2005-2006.

CHARGES DE FONCTIONNEMENT

- ♦ Les charges de programmes totalisent 71 014 millions de dollars, le même montant que celui indiqué dans le plan budgétaire de 2005-2006. Les modifications subies par les charges des programmes ministériels au cours du premier trimestre comprennent les suivantes :
 - ♦ Secrétariat des affaires autochtones : Montant supplémentaire de 30 millions de dollars pour l'accord de règlement de la revendication territoriale Rainy River, qui a été signé par l'Ontario, le Canada et la Première nation de la rivière à la Pluie, montant qui provient entièrement du Fonds de prévoyance.
 - ♦ Ministère du Développement du Nord et des Mines : Montant supplémentaire de 5 millions de dollars pour l'initiative de cartographie géologique du Grand Nord, montant qui provient entièrement du Fonds de prévoyance.
- ♦ On prévoit que l'intérêt sur la dette sera de 9 796 millions de dollars, le même montant que celui indiqué dans le plan budgétaire de 2005-2006.

CHARGES D'IMMOBILISATIONS

- ♦ Les charges d'immobilisations s'élèvent à 2 673 millions de dollars, le même montant que celui indiqué dans le plan budgétaire de 2005-2006.

RÉSERVE DE 1,0 MILLIARD DE DOLLARS

- ♦ Le réserve, qui est de 1 milliard de dollars, est la même que celle indiquée dans le plan budgétaire de 2005-2006.

État des opérations financières (en millions de dollars)					
			Chiffres réels	Chiffres prov.	Perspect. actuelles*
	2001-2002	2002-2003	2003-2004	2004-2005	2005-2006
Revenus	66 534	68 891	68 400	77 137	81 687
Charges					
Programmes	53 932	57 204	62 104	67 622	71 014
Immobilisations**	1 890	1 876	2 175	2 899	2 673
Intérêt sur la dette	10 337	9 694	9 604	9 609	9 796
Total des charges	66 159	68 774	73 883	80 130	83 483
Excédent/(Déficit) avant la réserve	375	117	(5 483)	(2 993)	(1 796)
Réserve	-	-	-	-	1 000
Excédent/(Déficit)	375	117	(5 483)	(2 993)	(2 796)
Dette nette[†]	132 121	132 647	138 557	142 228	146 017
Déficit accumulé[†]	132 121	118 705	124 188	127 181	129 977

* Prévisions financières du premier trimestre au 30 juin 2005.

** À compter de 2002-2003, les immobilisations corporelles importantes appartenant aux ministères provinciaux (terrains, immeubles et infrastructure de transport) sont comptabilisées selon la méthode de comptabilité d'exercice intégrale. Les autres immobilisations corporelles appartenant aux ministères continueront à être comptabilisées à titre de charges au cours de l'année d'acquisition ou de construction. Toutes les immobilisations appartenant à des organismes publics intégrés sont comptabilisées selon la méthode de comptabilité d'exercice intégrale.

† La dette nette représente la différence entre les passifs et les actifs financiers. La variation annuelle de la dette nette équivaut à la somme de l'excédent/du déficit et de la variation des immobilisations corporelles importantes. Le déficit accumulé représente la différence entre, d'une part, les passifs et, d'autre part, les actifs financiers et les immobilisations corporelles. La variation annuelle du déficit accumulé équivaut à l'excédent ou au déficit.

Statistiques économiques et financières de l'Ontario					
			Chiffres réels	Chiffres prov.	Perspect. actuelles*
	2001-2002	2002-2003	2003-2004	2004-2005	2005-2006
Produit intérieur brut (PIB) aux prix du marché*** (en millions de dollars)	453 959	477 911	493 802	516 844	537 001
Population (en milliers) – 1 ^{er} juillet	11 898	12 102	12 257	12 393	12 551
Revenus en pourcentage du PIB	14,7	14,4	13,9	14,9	15,2
Croissance des revenus (%)	0,4	3,5	(0,7)	12,8	5,9
Total des charges en pourcentage du PIB	14,6	14,4	15,0	15,5	15,5
Croissance des charges totales (%)	2,7	4,0	7,4	8,5	4,2
Total des charges de progr. en pourcentage du PIB	11,9	12,0	12,6	13,1	13,2
Croissance du total des charges de programmes (%)	4,9	6,1	8,6	8,9	5,0
Intérêt sur la dette en pourcentage des revenus	15,5	14,1	14,0	12,5	12,0
Intérêt sur la dette en pourcentage des charges totales	15,6	14,1	13,0	12,0	11,7
Intérêt sur la dette en pourcentage du PIB	2,3	2,0	1,9	1,9	1,8
Excédent/(Déficit) en pourcentage du PIB	0,1	0,0	(1,1)	(0,6)	(0,5)
Dette nette par habitant (\$)	11 104	10 961	11 304	11 476	11 634
Dette nette en pourcentage du PIB	29,1	27,8	28,1	27,5	27,2
Déficit accumulé par habitant (\$)	11 104	9 809	10 132	10 262	10 356
Déficit accumulé en pourcentage du PIB	29,1	24,8	25,1	24,6	24,2

* Prévisions financières du premier trimestre au 30 juin 2005.

*** Selon les modifications apportées par Statistique Canada aux Comptes nationaux des revenus et dépenses et les Comptes économiques de l'Ontario.

Sources : ministère des Finances de l'Ontario et Statistique Canada.

POURSUITE DE LA CROISSANCE DU PRODUIT INTÉRIEUR BRUT (PIB) RÉEL DE L'ONTARIO

- ♦ Le PIB réel de l'Ontario a augmenté de 0,5 % au cours du premier trimestre civil de 2005. Cette croissance est attribuable aux dépenses des ménages et des entreprises et à une légère amélioration de la situation commerciale nette de l'Ontario. La faiblesse de l'économie s'explique surtout par un ralentissement de l'accumulation de stocks.

CRÉATION D'EMPLOIS SOUTENUE EN 2005

- ♦ Le nombre d'emplois a augmenté de 76 300 en Ontario au cours des six premiers mois de 2005 comparativement à la même période l'an dernier, une hausse de 1,2 %. En juin, 6 900 emplois nets ont été créés dans la province. Il s'agit de la cinquième hausse mensuelle consécutive. Le taux de chômage était de 6,7 % en juin.
- ♦ L'emploi a augmenté de 1,7 % en Ontario en 2004, ce qui représente 108 000 nouveaux emplois, tandis que le taux de chômage annuel est passé de 7,0 % en 2003 à 6,8 %.

CROISSANCE DES VENTES AU DÉTAIL

- ♦ Au cours des cinq premiers mois de 2005, les ventes au détail ont augmenté de 4,3 % en Ontario par rapport à la même période en 2004.

INFLATION MODÉRÉE

- ♦ Le taux d'inflation de l'IPC de l'Ontario est passé de 1,5 % en mai à 1,9 % en juin (d'une année à l'autre). Ce taux est passé de 2,7 % en 2003 à 1,9 % en 2004, le taux le plus faible depuis 1999.

RALENTISSEMENT DE L'ACTIVITÉ DANS LE MARCHÉ DU LOGEMENT

- ♦ Au cours des six premiers mois de 2005, le nombre de mises en chantier de logements en Ontario a diminué de 4,1 % par rapport à la même période l'an dernier.
- ♦ Au cours des cinq premiers mois de 2005, les reventes de logements en Ontario ont diminué de 4,5 % par rapport au nombre record affiché en 2004. Le prix moyen de revente d'un logement a augmenté de 7,0 % en mai par rapport à l'année dernière.

HAUSSE DE LA VALEUR DES PERMIS DE CONSTRUCTION NON RÉSIDENTIELLE

- ♦ Au cours des cinq premiers mois de 2005, la valeur des permis délivrés en Ontario pour la construction commerciale, industrielle et institutionnelle a augmenté de 19,9 % par rapport à la même période l'an dernier. La valeur totale des permis de construction délivrés pendant cette période est de 3,2 milliards de dollars.

CROISSANCE DES EXPÉDITIONS DE BIENS MANUFACTURÉS/RALENTISSEMENT DES EXPORTATIONS INTERNATIONALES EN 2005

- ♦ Au cours des cinq premiers mois de 2005, les expéditions ontariennes ont augmenté de 2,3 % par rapport à la même période en 2004.
- ♦ Jusqu'à présent cette année, les exportations internationales de l'Ontario ont diminué de 0,7 % par rapport aux cinq premiers mois de l'an dernier alors que les importations ont augmenté de 4,1 %.

PRINCIPAUX INDICATEURS ÉCONOMIQUES (variation en pourcentage par rapport à la période précédente, sauf indication contraire)								
		Annuels Annuels		Trimestriels				
		2003	2004	1 ^{er} trim. 2004	2 ^e trim. 2004	3 ^e trim. 2004	4 ^e trim. 2004	1 ^{er} trim. 2005
Production (désaisonnalisée, taux annuels)								
PIB réel	Ontario	1,7	2,8	1,3	6,2	6,0	2,7	2,0
PIB nominal	Ontario	3,3	4,7	4,0	9,9	6,5	5,1	4,1
		Annuels Annuels		Mensuels 2005				
		2003	2004	Févr.	Mars	Avril	Mai	Juin
Autres indicateurs (désaisonnalisés)								
Marchés du travail								
Population active (variation en milliers)		174	103	25	14	23	40	(3)
Emploi (variation en milliers)		173	108	19	7	26	32	7
Taux de chômage (%)		7,0	6,8	6,8	6,9	6,8	6,9	6,7
Secteur des ménages								
Ventes au détail		3,4	3,2	0,3	(0,1)	1,8	(2,6)	n.d.
Mises en chantier de logements (en milliers)*		85,2	85,1	73,9	72,3	86,3	74,7	103,6
Reventes de logements**		3,6	7,0	1,3	(14,3)	(5,0)	0,3	n.d.
Expéditions de biens manufacturés								
Matériel de transport		(1,7)	7,0	(2,1)	(3,6)	1,4	(0,7)	n.d.
		(3,3)	5,0	(4,8)	(9,7)	4,9	(1,5)	n.d.
Indice des prix à la consommation**								
		2,7	1,9	2,2	2,3	2,3	1,5	1,9
Sources : Statistique Canada, ministère des Finances de l'Ontario, Société canadienne d'hypothèques et de logement, Association canadienne de l'immeuble et Ward's Automotive.								

* Les mises en chantier mensuelles de logements sont exprimées sous forme de taux annuels désaisonnalisés.

** Variation en pourcentage par rapport aux chiffres enregistrés un an auparavant.

n.d. = données non disponibles.

FINANCES DE L'ONTARIO
TABLEAUX FINANCIERS

REVENUS

(en millions de dollars)	Chiffres provisoires 2004-2005	2005-2006		
		Plan budgétaire	Perspect. actuelles*	Variation en cours d'exercice
REVENUS FISCAUX				
Impôt sur le revenu des particuliers	19 095	20 026	20 026	-
Taxe de vente au détail	14 903	15 475	15 475	-
Impôt sur les sociétés	9 513	9 248	9 248	-
Impôt-santé des employeurs	3 886	4 033	4 033	-
Contribution-santé de l'Ontario	1 749	2 422	2 422	-
Taxe sur l'essence	2 283	2 308	2 308	-
Taxe sur les carburants	719	733	733	-
Taxe sur le tabac	1 466	1 511	1 511	-
Droits de cession immobilière	1 056	1 056	1 056	-
Palements tenant lieu d'impôt (électricité)	509	656	656	-
Autres taxes et impôts	284	258	258	-
	55 463	57 726	57 726	-
GOUVERNEMENT DU CANADA				
Transfert canadien en matière de santé (TCS)**	5 636	7 127	7 127	-
Transfert can. en matière de progr. sociaux (TCPS)***	2 917	3 311	3 311	-
Supplément du TCSPS	775	584	584	-
Logement social	521	520	520	-
Programmes d'infrastructure	222	293	293	-
Fonds pour la réduction des temps d'attente	242	243	243	-
Fonds pour l'équipement médical	387	194	194	-
Autres revenus – gouvernement du Canada	1 324	901	901	-
	12 024	13 173	13 173	-
REVENUS D'INVESTISSEMENT DANS LES ENTREPRISES PUBLIQUES				
Société des loteries et des jeux de l'Ontario	1 970	1 941	1 941	-
Régie des alcools de l'Ontario	1 140	1 186	1 186	-
Ontario Power Generation Inc. et Hydro One Inc.	402	887	887	-
Autres revenus – entreprises publiques	2	5	5	-
	3 514	4 019	4 019	-
AUTRES REVENUS NON FISCAUX				
Remboursements	1 258	1 319	1 319	-
Redevance de liquidation de la dette (électricité)	1 009	1 018	1 018	-
Droits – permis de conduire et immatr. des véhicules	991	1 017	1 017	-
Ventes d'électricité	610	961	961	-
Autres droits et permis	494	510	510	-
Revenus tirés des permis d'alcool	493	502	502	-
Réduction nette du passif lié aux conventions d'achat d'électricité	236	396	396	-
Ventes et locations	355	369	369	-
Redevances	268	236	236	-
Autres revenus non fiscaux divers	422	441	441	-
	6 136	6 769	6 769	-
TOTAL DES REVENUS	77 137	81 687	81 687	-

* Prévisions financières du premier trimestre au 30 juin 2005.

** Le Fonds pour la réforme de la santé est inclus dans le TCS en 2004-2005.

***Inclut les revenus supplémentaires du budget fédéral de 2005 au titre de l'apprentissage et de la garde des jeunes enfants (272 millions de dollars) en 2005-2006.

CHARGES DE FONCTIONNEMENT

(en millions de dollars)		2005-2006		
MINISTÈRE	Chiffres provisoires 2004-2005	Plan budgétaire	Perspect. actuelles*	Variation en cours d'exercice
Agriculture et Alimentation	733	564	564	-
Coûts uniques et extraordinaires	444	-	-	-
Procureur général	1 183	1 199	1 199	-
Commission de régie interne	149	167	167	-
Services à l'enfance et à la jeunesse	2 856	3 196	3 196	-
Affaires civiles et Immigration	56	63	63	-
Services sociaux et communautaires	6 393	6 595	6 595	-
Sécurité communautaire et Services correctionnels	1 741	1 753	1 753	-
Services aux consommateurs et aux entreprises	201	178	178	-
Culture	295	275	275	-
Secrétariat du renouveau démocratique	2	4	4	-
Développement économique et Commerce	279	688	688	-
Éducation	10 526	11 267	11 267	-
Régime de retraite des enseignantes et enseignants	240	290	290	-
Énergie	138	148	148	-
Environnement	310	314	314	-
Bureaux du corps exécutif	19	19	19	-
Finances – pour son propre compte	1 141	1 126	1 126	-
Intérêt sur la dette	9 609	9 796	9 796	-
Fonds de réinvestissement communautaire/Fonds de partenariat avec les municipalités de l'Ontario	626	662	662	-
Financement unique du Fonds de réinvestissement communautaire	233	-	-	-
Achats d'électricité	850	961	961	-
Santé et Soins de longue durée	31 112	32 948	32 948	-
Affaires intergouvernementales	13	8	8	-
Travail	132	146	146	-
Secrétariat du Conseil de gestion	687	469	469	-
Prestations de retraite	493	514	514	-
Fonds de prévoyance	-	557	522	(35)
Affaires municipales et Logement	771	683	683	-
Secrétariat des affaires autochtones	18	14	44	30
Richesses naturelles	485	492	492	-
Développement du Nord et Mines	79	111	116	5
Office des affaires francophones	4	4	4	-
Renouvellement de l'infrastructure publique	20	30	30	-
Tourisme et Loisirs	184	163	163	-
Formation, Collèges et Universités	4 298	4 781	4 781	-
Transports	911	975	975	-
Économies de fin d'exercice	-	(350)	(350)	-
TOTAL DES CHARGES DE FONCTIONNEMENT	77 231	80 810	80 810	-

* Prévisions financières du premier trimestre au 30 juin 2005.

Nota : Ne tient pas compte de la restructuration des ministères annoncée le 29 juin 2005. On est en train de mettre en oeuvre la nouvelle structure gouvernementale, qui sera intégrée aux futures mises à jour financières.

CHARGES D'IMMOBILISATIONS†

(en millions de dollars)		2005-2006		
MINISTÈRE	Chiffres provisoires 2004-2005	Plan budgétaire	Perspect. actuelles*	Variation en cours d'exercice
Agriculture et Alimentation	4	11	11	-
Procureur général	37	75	75	-
Services à l'enfance et à la jeunesse	5	109	109	-
Services sociaux et communautaires	20	33	33	-
Sécurité communautaire et Services correctionnels	32	48	48	-
Services aux consommateurs et aux entreprises	4	5	5	-
Culture	67	115	115	-
Développement économique et Commerce	77	82	82	-
Éducation	50	6	6	-
Énergie	53	49	49	-
Environnement	7	13	13	-
Finances	5	5	5	-
Santé et Soins de longue durée	531	339	339	-
Secrétariat du Conseil de gestion**	(5)	(18)	(18)	-
Affaires municipales et Logement	273	392	392	-
Secrétariat des affaires autochtones	2	3	3	-
Richesses naturelles	74	53	53	-
Développement du Nord et Mines	357	421	421	-
Renouvellement de l'infrastructure publique	46	57	57	-
Fonds de prévoyance aux fins d'immobilisations	-	175	175	-
Tourisme et Loisirs	65	93	93	-
Formation, Collèges et Universités	421	135	135	-
Transports	774	622	622	-
Économies de fin d'exercice	-	(150)	(150)	-
TOTAL DES CHARGES D'IMMOBILISATIONS	2 899	2 673	2 673	-

† À compter de 2002-2003, les immobilisations corporelles importantes appartenant aux ministères provinciaux (terrains, immeubles et infrastructure de transport) sont comptabilisées selon la méthode de comptabilité d'exercice intégrale. Les autres immobilisations corporelles appartenant aux ministères continueront à être comptabilisées à titre de charges au cours de l'année d'acquisition ou de construction. Toutes les immobilisations appartenant à des organismes publics intégrés sont comptabilisées selon la méthode de comptabilité d'exercice intégrale.

* Prévisions financières du premier trimestre au 30 juin 2005.

** Les contributions des ministères aux investissements dans des terrains et des immeubles appartenant à la province sont inscrites au poste des charges des ministères en question. À compter de 2002-2003, tout redressement des dépenses résultant de la capitalisation et de l'amortissement de la plupart de ces terrains et immeubles appartenant à la province est inscrit au poste du Secrétariat du Conseil de gestion.

Nota : Ne tient pas compte de la restructuration des ministères annoncée le 29 juin 2005. On est en train de mettre en oeuvre la nouvelle structure gouvernementale, qui sera intégrée aux futures mises à jour financières.

État de l'investissement net dans les immobilisations – Perspectives actuelles 2005-2006*				
(en millions de dollars)				
	Terrains et immeubles	Infrastructure de transport	Immobilisations des organismes publics	Total
Acquisition/Construction d'immobilisations corporelles importantes	160	1 131	526	1 817
Amortissement d'immob. corporelles importantes appartenant à la province	(84)	(534)	(206)	(824)
INVESTISSEMENT NET DANS LES IMMOBILISATIONS	76	597	320	993

* Prévisions financières du premier trimestre au 30 juin 2005.

PROGRAMME DE FINANCEMENT DE L'ONTARIO 2005-2006

Programme consolidé de la province et de la Société financière de l'industrie de l'électricité de l'Ontario (en millions de dollars)				
	Chiffres provisoires 2004-2005	2005-2006		Variation en cours d'exercice
		Plan budgétaire	Perspect. actuelles*	
Déficit/(Excédent)	2 993	2 796	2 796	-
Redressements pour :				
les éléments sans effet sur la trésorerie compris dans le déficit	(1 971)	2 309	2 309	-
l'amortissement des immob. corporelles imp.	(796)	(824)	(824)	-
Acquisition d'immobilisations corporelles importantes	1 474	1 817	1 817	-
Dette arrivant à échéance	15 313	20 500	20 500	-
Rachats de titres de créances	1 377	700	700	-
Emprunts auprès du Régime de pensions du Canada	(1 033)	(1 214)	(1 159)	55
Augm./(Dim.) des espèces et des quasi-espèces	-	-	(558)	(558)
Préfinancement pour 2005-2006	5 940	-	-	-
Diminution/(Augmentation) des emprunts à court terme	180	-	-	-
Autres utilisations/(sources) des espèces	1 365	1 144	1 647	503
Emprunts à long terme sur les marchés publics	24 842	27 228	27 228	-

* Prévisions financières du premier trimestre au 30 juin 2005.

Mise à jour sur les emprunts (au 30 juin 2005) (en milliards de dollars)			
	Contractés	Restants	Total
Province	11,6	13,1	24,7
Société financière de l'industrie de l'électricité de l'Ontario	0,7	1,8	2,5
TOTAL	12,3	14,9	27,2

- ♦ Au 30 juin 2005, 12,3 milliards de dollars avaient été empruntés à long terme sur les marchés publics :

(en milliards de dollars)	
Obligations d'épargne de l'Ontario	1,8
Émissions sur le marché intérieur	8,2
Émissions sur le marché mondial	1,8
Euro-billets à moyen terme	0,3
Autres	0,2
	12,3

- ♦ Les perspectives actuelles concernant les emprunts à long terme sur les marchés publics sont les mêmes que celles présentées dans le plan budgétaire. Les modifications apportées en cours d'exercice aux éléments des emprunts totaux à long terme sur les marchés publics sont les suivantes :
 - ♦ Une augmentation des autres utilisations/(sources) des espèces qui est surtout attribuable aux prêts à court terme qu'on prévoit accorder à l'Office de l'électricité de l'Ontario (OEO) afin de répondre temporairement à ses besoins en matière de trésorerie en attendant des rentrées de fonds.
 - ♦ L'utilisation d'un montant de 55 millions de dollars emprunté auprès du Régime de pensions du Canada pour financer les rachats anticipés de titres de créance dont le coût est moins avantageux. Ce montant n'est pas disponible pour réduire les emprunts à long terme devant être contractés sur les marchés publics.
 - ♦ Ces éléments sont contrebalancés par une réduction équivalente des espèces et des quasi-espèces.